

GÉRALDINE SMITH

« L'EMPLOI DU MOT RACE N'EST PLUS TABOU EN FRANCE »

Propos recueillis par Daoud Boughezala



Géraldine Smith.

L'essayiste franco-américaine Geraldine Smith analyse l'américanisation progressive de nos mœurs et modes de vie. Venus des campus américains, culture de la dénonciation, néoféminisme inquisitorial et règne des minorités fondent sur une France fracturée.

Causeur. Depuis 1945, la culture américaine influence grandement l'Europe et le monde, du hamburger aux films d'Hollywood en passant par la contre-culture contestataire née pendant la guerre du Vietnam. Notre pays vit-il toujours à l'heure américaine ?

Géraldine Smith. Plus que jamais. Et ce, sous l'effet de deux phénomènes qui se conjuguent. D'abord, le *soft power* américain ne s'est pas démenti depuis 1945 : Hollywood, Amazon, Google, Netflix, le rap, le basket et les « influenceuses » mode ou beauté des réseaux sociaux en sont aujourd'hui les vecteurs. Les jeunes Français se promènent en maillots de la NBA et apprennent l'anglais en regardant *Narcos*. Ils suivent les régimes keto et paléo des stars californiennes. Bref, on continue à copier une Amérique puissante, innovante, parfois excentrique et souvent en avance.

Ensuite, la France ressemble aujourd'hui de plus en plus à l'Amérique parce que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Par exemple, le temps quotidien passé à faire la cuisine ne cesse de diminuer dans l'Hexagone – il est d'environ cinquante minutes par jour, tous repas confondus. Uber Eats livre des tacos, burgers et pizzas à la moitié de la population française. Même si les Français ne rêvent sans doute pas de devenir aussi gros que les Américains (dont 40 % des adultes sont obèses), les horaires de travail désynchronisés et l'explosion des activités extrascolaires compliquent l'organisation des repas. Les cuisines sont de plus en plus petites en raison du prix des loyers. La multiplication des restrictions alimentaires – lactose, gluten, viande rouge... – rend suspect tout ce qui ne ressemble pas à un brocoli. Enfin, les écrans détrônent les fourneaux. Exactement comme aux États-Unis, où les émissions de cuisine genre « Top chef », que l'on regarde en mangeant une pizza livrée, font un carton.

Journaliste et essayiste, Geraldine Smith est l'auteur de *Vu en Amérique* (2018) et *Rue Jean-Pierre Timbaud* (2016).

© Hannah ASSOULINE

Certes, mais ce rapprochement des modes de vie n'induit pas forcément une convergence anthropologique. Lorsque l'affaire Griveaux a éclaté, beaucoup ont dénoncé l'irruption du puritanisme américain dans la vie politique française. Leur donnez-vous raison ?

Non. L'affaire Griveaux, ce n'est pas le puritanisme religieux américain qui gagne la France puisque la classe politique a été quasiment unanime à le défendre plutôt qu'à l'enfoncer. Et personne ne lui a encore demandé de faire repentance ou d'aller se faire soigner dans un centre pour addictions sexuelles, comme cela aurait probablement été le cas en Amérique. En revanche, on assiste là aux prémices françaises d'une nouvelle quête de pureté qui fait fi du respect de la vie privée, de la présomption d'innocence, du débat contradictoire et de la liberté d'expression. Raciste, homophobe, sexiste, machiste : les accusations pleuvent au moindre écart de langage ou de comportement. Dans cette vision manichéenne, rien ne doit entraver le triomphe d'une justice réparatrice, surtout à l'égard des « victimes » de l'Histoire que sont les femmes, les Noirs, les minorités sexuelles ou les immigrés. Bien sûr, on peut se demander qui confère ce statut de victime, et la supériorité morale qui va avec, de quel droit et pour quelle durée. Toujours est-il que ce zèle justicier a fait sortir de sa réserve l'ancien président Obama. En octobre dernier, il s'en est pris à cette culture de dénonciation – *call-out culture* – et à la surenchère sur les réseaux sociaux et campus universitaires à laquelle se livrent les « éveillés » – *woke* – autoproclamés. Obama a eu des mots très durs : « *Ce n'est pas comme ça qu'on change le monde. Si tout ce que vous faites, c'est jeter des pierres, vous n'irez pas très loin.* » Évidemment, cette critique s'inscrit dans la campagne électorale en vue de la présidentielle, en novembre. Obama craint que le Parti démocrate perde de nouveau parce que les inquisiteurs moraux auront poussé l'Amérique profonde et une partie de la classe moyenne dans les bras de Trump.

Trump fait figure de chien lâché dans le jeu de quilles du politiquement correct. Prenons l'exemple du consentement aux relations sexuelles, devenu une notion clé depuis #metoo. Aux États-Unis, le consentement est une notion qui varie selon les États. De sorte que, l'accord mutuel initial des partenaires est susceptible d'être mis en doute. Dans cette situation d'insécurité juridique permanente, le mâle est-il présumé coupable de harcèlement et de violence sexuelle ?

La qualification juridique peut en effet différer d'un État à l'autre. Il s'y ajoute que les campus universitaires ont leurs propres règles – le doute y bénéficie systématiquement à la victime présumée – et les appliquent sans recours judiciaire. Même en l'absence de preuves, un présumé coupable peut donc être expulsé de l'université sans autre forme de procès. Cela dit, par rapport à l'obligation élémentaire de s'assurer du consentement de →

son partenaire sexuel, je ne suis pas sûre que l'arbitraire d'aujourd'hui soit pire que l'arbitraire d'hier, qui était trop souvent favorable aux agresseurs.

Cependant, les Américains sont peut-être passés d'un extrême à l'autre au nom de la défense des minorités. Par exemple, en 2016, une « guerre des toilettes » a fait rage en Caroline du Nord, où des militants transgenres contestaient « l'assignation des toilettes en fonction du sexe assigné à la naissance » tandis qu'une partie des féministes s'est opposée à l'intrusion d'hommes se sentant femmes dans les lieux d'aisance féminins. La quête d'« espaces sûrs » (safe spaces) de la part des féministes, transgenres ou militants antiracistes manifeste-t-elle avant tout une peur de l'altérité ?

La recherche de refuges – des « espaces sûrs » – traduit en même temps qu'elle accroît l'anxiété qui ronge la société américaine. Un Américain sur cinq souffre officiellement de troubles anxieux, contre 10 % en France – où cela s'aggrave cependant ! Plus l'on reste entre soi, moins l'on connaît les autres et plus on s'en méfie, c'est un cercle vicieux. Et de toute façon, qu'est-ce qu'un espace sûr ? Tout le monde crie « pouce » comme si le monde alentour était une jungle où l'on risquait sa vie. Ce point de départ est en soi anxiogène ! Ce qui est sûr pour moi ne le sera pas forcément pour vous. C'est donc une notion subjective qui repose sur le « ressenti » de chacun. Or, à partir de là, tout s'emballe, comme dans la guerre des toilettes. Au nom de quel risque faudrait-il faire le tri entre des « vrais » femmes et hommes, si tous finissent de toute façon seuls à l'intérieur d'une cabine ? On voit bien, ici, que ce n'est pas le danger qui est à l'origine de la peur, mais la peur qui se fixe sur l'Autre comme source de danger.

Cette dynamique centrifuge est-elle inhérente à la société américaine ?

Non. L'Amérique a longtemps fonctionné comme un *melting pot*. Trump a-t-il raison de penser que ce n'est plus le cas, que le *melting pot* ne se fait plus parce que, depuis 1964, l'origine des immigrés a changé ? Avant, neuf sur dix venaient de l'Europe ; depuis, c'est l'inverse. Je n'en suis pas sûre. Mais je constate avec inquiétude que la réalité et la perception divorcent souvent, et pas seulement chez les Blancs hostiles à l'immigration en provenance des pays pauvres. Depuis que leurs droits civiques (*civils rights*) ont été reconnus aux Noirs américains, également en 1964, des progrès très importants ont été accomplis pour combler le fossé entre Noirs et Blancs. Cependant, le sentiment prévaut parmi eux que leur situation est pire que jamais. En 2001, 70 % des Noirs et 62 % des Blancs américains pensaient que leurs relations étaient plutôt bonnes, voire très bonnes. En 2016, un an avant l'élection de Trump, ils n'étaient plus que 49 % des Noirs et 55 % des Blancs à le penser. Depuis, Trump n'a rien arrangé... Je comprends d'au-

tant moins que de nombreux Français, et pas seulement chez les Indigènes de la République, soient fascinés par le modèle américain, en dépit de son échec.

En somme la société multiculturelle américaine est menacée, comme la société républicaine française, par l'archipellisation, voire le tribalisme ?

La conception américaine de l'antiracisme se répand dans nos universités et lieux de savoir, où l'on se délecte de vocabulaire importé : « blackface », « appropriation culturelle », « suprématie blanche »... Partout, l'entre-soi progresse au détriment de l'ouverture. Partout, on semble se sentir mieux dans la compagnie de ceux qui vous ressemblent physiquement ou qui pensent comme vous – l'un étant d'ailleurs souvent supposé garantir l'autre. En plus des alvéoles identitaires que sont souvent les réseaux sociaux, la multiplication des chaînes de télévision a décuplé les cavernes postplatoniciennes – à chacun la sienne.

Une dernière frontière identitaire semble encore séparer la France des États-Unis : la race. Dans la société américaine, déclarer son appartenance raciale est monnaie courante alors que le simple mot « race » demeure tabou en France. Malgré les progrès dans l'Hexagone de l'idéologie « décoloniale » et indigéniste, notre pays reste-t-il plus attaché aux marqueurs et clivages sociaux qu'aux problématiques ethniques ?

Je ne suis pas d'accord. L'emploi du mot race n'est plus tabou en France même si, comme dans votre question, l'adjectif « ethnique » sert de feuille de vigne. Quand j'étais jeune journaliste, en 1990, nos rédacteurs en chef proscrivaient qu'on utilise les mots « Blancs » ou « Noirs » pour qualifier une personne. C'était considéré comme raciste. D'où les contorsions, les périphrases et, finalement, le recours au « black ». Aujourd'hui, il est devenu banal de parler « des Blancs » ou « des Noirs ». Quant à l'usage du terme « race », il est employé avec enthousiasme par les partisans du nouvel antiracisme – exactement comme aux États-Unis ! Ici et là, l'argument est le même : « Oui, bien sûr, la race n'a aucune valeur scientifique mais, au nom du combat contre le racisme, il faut bien reconnaître sa réalité. » Pour finir aussi raciste que le raciste ? Sur ce terrain, on observe une sorte de chassé-croisé entre les États-Unis et la France : en France, où l'on a longtemps expliqué les inégalités exclusivement à travers le prisme socio-économique, la couleur de peau gagne en importance dans le débat public. En Amérique, depuis toujours obsédée par la race, on découvre l'importance des inégalités socio-économiques. Le succès de Bernie Sanders en témoigne. •



Géraldine Smith, *Vu en Amérique... Bientôt en France*, Stock, 2018.

TU SERAS UN TRANS, MON FILS

Par Jeremy Stubbs



L'Existrans, la « Marche des personnes trans et intersexes et de celles qui les soutiennent », Paris, 13 octobre 2018.

Au Royaume-Uni, le débat sur le genre s'est transformé en guerre culturelle. Comme le démontre Douglas Murray, la cause transgenre est instrumentalisée pour attaquer la biologie et le vieux patriarcat moribond. Sans même épargner les enfants.

© Marie Maguin / Hans Lucas / AFP

Aussi inconcevable que cela semble, nous sommes en train d'adopter une conception totalement différente de l'être humain sur les plans médical, juridique, politique, pédiatrique et procréatif, non seulement sans consulter très largement l'opinion publique, mais de surcroît sans faire intervenir toutes les sources d'information pertinentes.

Qu'est-ce qu'un homme ? Qui a le droit de s'appeler →